

Que faire pour remédier à la mendicité ?

On croyait avoir trouvé la solution. L'interdire et ouvrir des "cours de solidarité" pour accueillir les mendiants les plus nécessiteux. En somme les invalides. Neuf mois après la mesure prise sous le CNR, l'image de la mendicité est toujours là sous nos yeux. Poignante, parfois agaçante. Peu de choses ont donc bougé. L'enquête que nous publions à ce sujet le confirme.

Et pourtant toutes les préoccupations semblaient avoir été prises pour que la mesure s'impose. Un an de concertation avec la communauté musulmane, création de structures d'accueil à Ouagadougou et dans quelques villes de provinces. Plusieurs activités furent organisées pour occuper les mendiants invalides dans la journée. Un moyen de leur procurer un petit revenu. Pour les autres on préconisait leur insertion dans la société. Faut-il alors revenir sur l'interdiction de la mendicité ?

La mendicité n'est pas seulement propre au Burkina Faso. Elle est présente partout, des pays les plus développés aux plus pauvres. Sous des formes diverses. Ses causes sont également multiples et varient d'une civilisation à l'autre. Chez nous, les pesanteurs socio-culturelles l'emportent.

Les garibous constituent dans ce sens le bataillon le plus important des mendiants au Burkina Faso. Pourtant rien ne dit dans les écritures saintes de l'islam qu'il faut mendier pour vivre. Pour les besoins de la cause, la pratique a voulu que l'on réduise l'aumône à une mendicité permanente. C'est contraire aux préceptes du coran. Comme le disait El hadj Sidiki Ouedraogo, maître coranique réputé "Dieu a dit seulement de ne jamais refouler quelqu'un qui vient à votre porte". Mais vivre essentiellement de la générosité publique alors que l'on se porte bien, n'est rien d'autre que du parasitisme.

La pratique coutumière veut également qu'une mère de jumeaux fasse l'aumône pour ses enfants. Pratique à l'origine fondée sur la solidarité sociale, elle a fini par avoir une autre signification. Puisqu'on trouve dans nos villes des mères de famille accompagnées de plusieurs enfants quémander de l'argent.

Toutes ces formes de mendicité ne sont souvent que du chômage déguisé dans les villes, chômage qui frappe essentiellement les victimes de l'exode rural. Il y a enfin les autres

mendiants. Ceux qui n'ont d'autre choix que de vivre de la générosité de leurs semblables. Les invalides. D'autant plus que l'effacement des valeurs entraînent la disparition de la solidarité familiale.

L'idée de résoudre la question de la mendicité est bonne dans son principe. Mais l'on a mis à l'avant la volonté politique au détriment de la stratégie de lutte. Au si, le mal n'a-t-il pas été attaqué à sa racine. La question de fond aurait été de savoir comment amener la société à se sentir solidaire de ceux qui ne peuvent vivre autrement qu'en mendiant ?

Là, travailler au changement des mentalités était indispensable. Certes, ce serait plus lent. Mais cette démarche s'imposait à cause de la complexité du problème. A défaut d'une stratégie adéquate, l'interdiction de la mendicité a été perçue comme une mesure coercitive. Aussi n'a-t-elle pas eu le soutien qui lui était nécessaire pour être acceptée.

Parallèlement à une campagne de masse sur le phénomène, on aurait dû s'occuper dans un premier temps des mendiants invalides. Le temps de résoudre leurs problèmes et faciliter leur insertion dans la société. Les cours de solidarité devaient être perçus comme une solution temporaire. Dans un second temps il fallait s'attaquer aux autres formes de mendicité. Le problème des garibous pouvait se résoudre facilement. Dans les villages l'aumône que reçoivent hebdomadairement les garibous ne les empêche pas de vivre de leur sueur.

Ils cultivent généralement durant leur formation les champs de leurs maîtres. Ces derniers sont chargés de les nourrir. L'aumône se fait en général le vendredi à l'issue de la prière. En ville, c'est le contraire. Le garibou quémant généralement pour son maître. C'est une forme d'exploitation. Si les parents ne peuvent pas s'occuper de leurs enfants, alors il faut que les écoles coraniques trouvent les moyens de les entretenir.

Quelle que soit la forme de mendicité que nous connaissons, la solution réside avant tout dans la solidarité sociale. Il faut peut-être pousser la réflexion davantage dans ce sens. Même si elle n'est pas un fléau qui menace la société, il convient de reconnaître qu'un peuple révolutionnaire digne de ce nom ne peut s'accommoder de la mendicité.